

**Convention relative à l'instauration et la perception par le Département de l'Orne
de la taxe additionnelle à la taxe de séjour perçue par Flers Agglo**

- Entre** **Le Département de l'Orne** représenté par le Président du conseil départemental agissant en sa qualité d'organe exécutif du Département en vertu des articles L.3211-1 et suivants et L.3221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et en vertu de la délibération de l'assemblée départementale en date du 27 juin 2025,
- Et** **la Communauté d'Agglomération Flers Agglo** représentée par Monsieur GOASDOUE Yves, son Président en exercice dûment habilité à signer la présente convention,
- Vu** les décrets n° 2015-970 du 31 juillet 2015 et n° 2019-1062 du 16 octobre 2019 relatifs à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,
- Vu** les articles L. 2333-26 et suivants et L. 5211-21 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire pouvant être mise en place par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu** l'article L. 3333-1 du code général des collectivités territoriales ouvrant la possibilité aux Départements d'instituer une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale ayant institué une telle taxe,
- Vu** la délibération de **FLERS AGGLO** en date du 11/12/2025 portant création d'une taxe de séjour ou d'une taxe de séjour forfaitaire,

CONSIDÉRANT que par délibération de l'assemblée départementale du 27 juin 2025 susvisée, le Département de l'Orne a instauré une taxe additionnelle, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026, à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire prélevée par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale,

CONSIDÉRANT que cette taxe additionnelle départementale sera perçue par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, à l'identique de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire que ces dernières et derniers ont instituées, puis reversée par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale au Département de l'Orne,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de ses politiques publiques, le Département a adopté un nouveau schéma départemental du tourisme pour la période 2022 – 2026 dont la mise en œuvre des actions sera assurée en partie par cette taxe additionnelle départementale permettant le développement touristique des territoires de l'Orne.

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le Département de l'Orne a adopté un nouveau schéma du tourisme et des loisirs responsables pour la période 2022 – 2026 avec pour ambition de répondre aux nouveaux enjeux du tourisme.

Ce nouveau schéma du tourisme poursuit ainsi quatre objectifs majeurs :

- Vivre le patrimoine et les savoir-faire ;
- Vivre la nature ;

- Renforcer l'attractivité touristique par l'excellence ;
- Activer une boîte à outils.

Les 4 axes sont eux-mêmes déclinés en 20 actions. Aussi le département a-t-il souhaité activer la mise en œuvre de la taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue sur le territoire départemental par certaines communes ou établissements publics de coopération intercommunale.

Exclusivement réservée aux dépenses destinées à promouvoir le développement touristique du département de l'Orne, la taxe additionnelle perçue par le Département répond bien à la réglementation applicable à cette taxe.

ARTICLE 1 – Engagement de Flers Agglo

Flers Agglo s'engage à percevoir la taxe additionnelle due au Département au même moment et de la même façon qu'elle perçoit sa taxe de séjour.

Dès sa perception, Flers Agglo s'engage à reverser la part de taxe additionnelle au Département.

ARTICLE 2 – Absence de rémunération de Flers Agglo

La présente convention-cadre est conclue à titre gratuit.

La perception et le reversement de la taxe additionnelle à la taxe de séjour ne donneront lieu au versement d'aucune somme de quelque nature que ce soit de la part du Département à Flers Agglo.

ARTICLE 3 – Modification de la présente convention-cadre

Toute modification des termes de la présente convention-cadre devra faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention-cadre.

Les modifications apportées ne pourront pas conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention-cadre.

ARTICLE 4 – Date d'effet et durée de la présente convention-cadre

La convention-cadre prendra effet à compter de sa signature par les deux parties, et ce sans limite de temps.

ARTICLE 5 – Litiges

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Alençon, le

Le Président de Flers Agglo

Le Président du conseil départemental

Yves GOASDOUE

Christophe de Balorre